

**EN COUVERTURE**

# Jean-Michel Blanquer

## « 1 euro dans l'éducation, c'est 8 euros économisés en dépenses sociales »



**Parfum de rentrée.**  
Jean-Michel Blanquer dans son bureau du ministère de l'Éducation nationale, à Paris, le 27 août.

JULIEN FAURE POUR « LE POINT »





## **Au tableau.** Le ministre publie *École ouverte* (Gallimard). Il soutient que la France peut encore devenir une grande puissance éducative.

PROPOS RECUEILLIS PAR LOUISE CUNEO, MARC VIGNAUD  
ET GÉRALDINE WOESSNER

**Le Point:** Vous êtes très fier d'avoir réussi, tant bien que mal, à garder les écoles ouvertes pendant la crise du coronavirus. Peut-on déjà mesurer les bénéfices de cette décision sur le niveau des élèves ?

**Jean-Michel Blanquer:** C'est l'une des décisions les plus fortes prises par le président de la République depuis le début de cette crise. Plusieurs études ont montré que la fermeture des écoles dans le monde a creusé les inégalités sociales en accentuant les difficultés des élèves les plus défavorisés. L'Unesco a ainsi déclaré que la crise sanitaire aura fait perdre vingt ans de progrès dans les apprentissages et que, par exemple, 100 millions d'enfants vont passer au-dessous du niveau minimal de compétence en lecture. Le bilan mondial de la fermeture des écoles est catastrophique. En moyenne, les deux tiers d'une année scolaire ont été perdus dans le monde. Nous avons épargné ce désastre à la France, où nous avons pu mesurer le bénéfice d'avoir gardé les écoles ouvertes au maximum, puisque nous sommes le seul pays à évaluer les élèves en début et en milieu de CP, puis en CE1 et à l'entrée en sixième. Le premier confinement au printemps 2020 a certes contrarié les progrès que nous avons constatés de 2018 à 2019, mais nous avons ensuite rattrapé ce retard entre septembre et février 2021. Mon but, avec ce livre, est de bien expliquer pourquoi l'objectif École ouverte a été d'emblée notre priorité et comment cela a été possible. Il a fallu se battre contre bien des obstacles, mais personne ne peut nier aujourd'hui que c'était le bon choix.

**Le niveau en maths s'effondre, comme le montre la dernière enquête Timms de 2019,**

**nous sommes les derniers de la classe, ou presque, de l'OCDE. Le niveau de lecture diminue, lui aussi. Pourquoi le niveau baisse-t-il ? C'est inquiétant...**

Je suis le premier à reconnaître qu'il y a une baisse du niveau dans les dernières décennies. Mais il faut rester conscient que ces enquêtes s'appuient sur les études réalisées avant ou au début du quinquennat. Depuis 2017, nous avons mis en place une stratégie globale qui commence à porter ses fruits. Le dédoublement des classes de CP et CE1 en REP, puis des grandes sections de maternelle, concerne désormais 400 000 enfants par an, et nous voyons déjà les premiers signes d'un rebond du niveau. En moyenne, cela passe par des étapes, mais, dans certains territoires, les résultats sont déjà spectaculaires: le niveau y est le même en zone REP + qu'en zone non REP, ce qui n'était jamais arrivé! Par exemple, certaines écoles du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris ont atteint le niveau de celles du 7<sup>e</sup> arrondissement. Mais le dédoublement ne suffit pas, l'action pédagogique est essentielle. Couplé à des méthodes de lecture appropriées et à une meilleure formation des professeurs, il donne des résultats remarquables. Ce renforcement pédagogique, nous l'avons voulu pour toute la France. Le nombre d'élèves par classe a été limité à 24 en grande section, CP et CE1 sur tout le territoire, mesure qui sera pleinement effective en septembre 2022. La création du Conseil scientifique de l'Éducation nationale a permis l'élaboration de référentiels pédagogiques qui prennent appui sur les meilleures études mondiales, notamment concernant la lecture et le calcul. Nous avons lancé le plan mathématiques et le plan français pour la formation des professeurs. Je ne prétends pas que tout va bien, loin s'en faut. Mais les élèves qui arrivent en ■■■

**« Je ne prétends pas que tout va bien, loin s'en faut.  
Mais les élèves qui arrivent en ce moment en CM1 et en CM2  
représentent le début d'un renouveau. »**





■ ■ ■ ce moment en CM1 et en CM2, nonobstant le confinement et le trou d'air qu'il a créé, représentent le début d'un renouveau.

**Emmanuel Macron avait promis de mettre les professeurs plus expérimentés dans les zones les plus en difficulté. Ce n'est pas encore le cas...**

Nous avons cherché à assurer à la fois la mixité des âges des professeurs dans les territoires les plus difficiles et leur stabilité. La prime REP +, qui monte jusqu'à 3 000 euros par an, et qui était un engagement présidentiel, est devenue un réel facteur d'attractivité.

**Il y a quand même un vrai problème de recrutement des professeurs.**

C'est un phénomène mondial et c'est pour cela aussi que je plaide pour un rebond mondial de l'investissement en éducation. Certaines disciplines sont très attractives, d'autres ne le sont pas. C'est en mathématiques et en sciences que l'on constate le plus de difficultés. Le seuil d'admission au concours n'est pas satisfaisant. Nous avons déployé des stratégies pour remédier à ce problème. La première consiste à améliorer les salaires, notamment en début de carrière. Le Grenelle de l'éducation a aussi débouché sur une plus grande reconnaissance de l'expérience professionnelle acquise avant d'entrer dans l'Éducation nationale. Par ailleurs, nous favorisons les « postes à profil » [postes particuliers dont le recrutement n'est pas assujéti au barème, NDLR] pour pouvoir recruter dans les endroits où nous rencontrons des difficultés.

**Le problème de la formation est flagrant à l'école primaire, où 86% des enseignants sont issus de filières littéraires ou de sciences humaines et n'ont aucune connaissance scientifique.**

C'est l'un des problèmes structurels qui ont conduit au déclin que l'on connaît. Nous avons pris cette question à bras-le-corps, mais les changements nécessitent du temps. Cette rentrée, nous avons créé des classes préparatoires au professorat des écoles. Le programme, dès la première année d'études supérieures, permet d'avancer sur deux pieds: les lettres et les sciences humaines, mais aussi les mathématiques et les sciences, de façon à ce que les futurs enseignants excellent dans ces deux catégories de disciplines. Nous inventons un nouveau modèle qui permet de rétablir l'équilibre de la formation. Par ailleurs, le plan mathématiques, mis en œuvre depuis



**« La voie professionnelle redevient, petit à petit, attractive : en 2020, on observe moins de sorties en cours de formation. »**

deux ans de manière volontariste, assure aux professeurs des écoles une formation continue très qualitative. Nous sommes en train de préparer quelque chose de complémentaire pour les sciences, qui font évidemment partie des savoirs fondamentaux des professeurs.

**Les pratiques des professeurs français sont réputées pour ne pas favoriser l'estime de soi des élèves ou la coopération, pourtant essentielles pour leur réussite...**

**Comment corriger cela ?**

Il est vrai que certaines approches traditionnelles françaises favorisent trop peu ces compétences, même si certains professeurs sont convaincus par les démarches coopératives. Cet enjeu est au cœur de notre projet d'École de la confiance. Nous avons pris toute une série de mesures pour encourager l'esprit de coopération, l'esprit d'équipe, l'écoute. L'estime de soi passe aussi par l'activité sportive, l'activité culturelle, l'expression orale. Le grand oral du baccalauréat est un signal envoyé à l'ensemble du système éducatif sur l'importance de la capacité à s'exprimer. Nous avons deux défis: d'un côté, reconsolider les savoirs fondamentaux, c'est-à-dire savoir lire, écrire et compter. De l'autre, favoriser l'épanouissement de l'élève, son sens de l'initiative, de la responsabilité et l'esprit d'équipe, deux dimensions qui se voient dans la réforme de l'école primaire et dans la réforme du lycée.

**Pourquoi n'êtes-vous pas allé plus loin sur l'autonomie des établissements ? Est-il inenvisageable qu'en France un chef d'établissement puisse recruter lui-même ses professeurs ?**

Nous l'avons confortée en augmentant cette année le nombre de postes à profil, ce qui renforce la capacité pour un chef d'établissement de recruter des enseignants correspondant aux besoins des établissements.

Et nous avons redéfini la charte de gouvernance des établissements avec les organisations représentatives pour aller dans le sens d'une plus grande autonomie, synonyme de responsabilité.

**Pourquoi avoir tant attendu pour lancer le Grenelle de l'éducation et l'augmentation des rémunérations ?**

Il y a eu deux étapes dans le quinquennat. La première partie a concerné la pédagogie et l'éducation, notamment avec le renforcement de l'école primaire et la réforme du lycée professionnel, ainsi que du

JULIEN FAURE POUR « LE POINT »





lycée général et technologique. Puis nous avons abordé la réforme de la gestion des ressources humaines. On ne voit pas immédiatement les effets de certaines révolutions, mais désormais nous désanonymisons le système de ressources humaines de l'Éducation nationale. Un professeur peut à tout moment avoir un interlocuteur, faire un point sur sa carrière et bénéficier d'une gestion des ressources humaines de proximité.

**Votre réforme du lycée général, qui met fin aux filières L, ES, S, est très contestée sur le terrain. Les proviseurs disent ne pas avoir les ressources humaines pour ouvrir les spécialités promises...**

Les lycéens sont majoritairement favorables à cette réforme car elle leur donne plus de liberté de choix. Elle nous a permis de renforcer l'exigence des programmes, car les élèves peuvent davantage approfondir les matières qu'ils ont choisies. Si l'on est favorable à l'autonomie des établissements, il faut bien qu'il y ait un projet éducatif propre à chaque lycée. Les options proposées permettent d'orienter des choix pédagogiques et de redonner de l'attractivité à des établissements qui pouvaient en manquer.

**Le lycée professionnel est encore globalement choisi par les élèves les plus en difficulté, souvent de milieux défavorisés, comment changer cette réalité ?**

La voie professionnelle, qui concerne près de 700 000 élèves, a fait l'objet d'une réforme très importante, trop méconnue. C'était ma deuxième priorité, après l'école primaire. Nous avons fait évoluer la carte des formations pour qu'elles correspondent davantage à des emplois pour les jeunes. Nous les avons transformées qualitativement en établissant en seconde des familles de métiers et en dynamisant la pédagogie. La voie professionnelle redevient, petit à petit, attractive : en 2020, on observe moins de sorties qu'auparavant en cours de formation professionnelle. C'est une voie d'excellence.

**Vous suggérez qu'il faut davantage investir dans l'éducation. N'en fait-on pas assez ? Le système français corrige les défaillances du système de formation par des prestations sociales massives...**

Oui, il faut investir davantage. Il a été démontré que 1 euro dépensé dans l'éducation correspondait à 8 euros économisés en dépenses sociales de réparation quelques années plus tard ! Cela se vérifie dans les pays qui ont le plus investi dans l'éducation, comme Singapour ou la Corée du Sud. Et c'est évidemment ce que je prône pour le système français et ce que porte Emmanuel Macron depuis 2017. Sous ce quinquennat, nous aurons investi beaucoup plus dans l'éducation que lors des deux précédents, avec plus de 6 milliards d'euros cumulés d'augmentation de 2017 à 2021, contre un peu plus de 2 milliards sous le quinquennat Hollande, de 2012 à 2016. Évidemment, la mise en place des augmentations de salaire des professeurs prend du temps. D'ici trois ou quatre ans, si nous continuons sur la ligne que nous avons

commencé à tracer, nous aurons recréé l'attractivité du métier d'enseignant. Aucun professeur ne commencera sa carrière à moins de 2 000 euros net contre 1 700 auparavant. Nous sommes déjà à 1 869 euros. **Si vous aviez cinq ans de plus, quelles réformes resterait-il à engager pour faire de la France une vraie « puissance éducative », selon les termes de votre livre ?**

L'éducation de notre pays reste attractive à bien des égards. L'excellence des lycées français à l'étranger en est un bon exemple. Je refuse les discours catastrophistes, qui ne reflètent pas la réalité, laquelle est certes très hétérogène. La gestion des ressources humaines, par exemple : nous sommes au début d'un processus qui bouleverse le côté massif et anonyme de l'Éducation nationale. Il faudra le poursuivre pour aboutir à un système qui soit plus responsabilisant. Le chemin de la personnalisation des carrières a commencé. Sur le plan pédagogique, nous avons posé les bases du renouveau et traversé une tempête. Il nous faudra continuer dans ce sens pour consolider les savoirs, la culture, les savoir-faire et le sens logique de chaque élève. Nous avons en France les atouts pour y arriver, avec les idées claires ■

## EXTRAITS



### Ne pas céder à des vents de panique

« Le 28 avril (...) notre protocole sanitaire est prêt. Les écoles, les collèges et les lycées rouvriront en plusieurs vagues, en commençant par le primaire comme le recommande la Société française de pédiatrie, qui souligne le caractère asymptomatique du Covid-19 chez les petits. Très vite, nous sommes confrontés aux peurs et aux scepticismes. La précision du protocole et son exigence sont d'une nature inédite pour tous les acteurs. Des protestations se font entendre de toutes parts, portées par certaines organisations et certains élus. Je me souviens en particulier de cette pétition des maires d'Île-de-France qui, face à l'ampleur de la tâche, demande, ni plus ni moins, à l'État de repousser la date de réouverture. (...) Combien de fois il a fallu ne pas céder à des vents de panique ou à des champs de pression. »

### En finir avec le cliché du « mammouth »

« Le Grenelle de l'éducation, ouvert à l'automne 2020 et qui s'est achevé en 2021, a débouché sur douze engagements qui constituent une révolution pour notre maison. La personnalisation des parcours, la valorisation due à chacun au quotidien, la prise en compte du mérite, une vision au plus près du terrain doivent permettre d'en finir avec le cliché du « mammouth ». (...) Je suis en effet convaincu que l'indifférenciation des trajectoires professionnelles, l'automatisme et la lenteur des avancements de carrière génèrent frustrations et sentiments d'injustice aux antipodes de la reconnaissance que nous devons être capables d'apporter au travail des professeurs. » ■

École ouverte, de Jean-Michel Blanquer (Gallimard, 112 p., 12 €). Parution le 9 septembre.